



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article2060>

Grève et manif interpro

- Agenda -



Date de mise en ligne : lundi 11 janvier 2021

Date de parution : 4 février 2021

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

TOUS LES CHEMINS DE LUTTE MÈNENT AU 4 FÉVRIER !

SE BATTRE CONTRE LE CHÔMAGE ET POUR NOS EMPLOIS !



Les plans de licenciements, les suppressions d'emplois seraient inévitables... C'est ce qu'on veut nous faire croire ! On assiste à une avalanche de plans de licenciements dans le commerce, l'automobile, l'aérien, le tourisme... dont les patrons nous disent qu'ils sont totalement liés à la crise économique : ils sont surtout le résultat de leur choix de préserver et maintenir leurs niveaux de profits avant tout ! Les services publics plus que jamais indispensables subissent aussi les coupes déléguées et la privatisation est dans les coulisses. Il y a des mesures urgentes à prendre : baisse et partage du temps de travail (32 h) pour lutter contre le chômage de masse, fin des aides publiques sans contrepartie sociale et écologique, hausse immédiate des moyens pour les services publics...

Le 23 janvier 2020, il y a une manifestation à Paris, contre les licenciements et les suppressions d'emplois, à l'appel des salariés-e-s de boîtes, à laquelle l'Union syndicale Solidaires appelle à participer.

SE BATTRE POUR LA SANTÉ, LE SOCIAL, L'ÉDUCATION, L'ÉNERGIE !

Plusieurs secteurs seront mobilisés en janvier. Les politiques néolibérales n'ont pas cessé malgré l'évidence de leurs effets délétères, et les belles phrases sur le monde d'après !

La santé et le social seront en grève le 21 janvier pour réclamer une autre politique pour l'hôpital public, des moyens, des emplois. Et plus largement pour défendre et améliorer notre système de santé et de protection sociale.

Le 26 janvier sera le jour de grève de l'Éducation nationale ;

Le 28 janvier, le secteur de l'énergie luttera contre le projet Hercule et le démantèlement d'EDF.

La colère sociale monte partout face à la poursuite aveugle de la politique de ce gouvernement ! Nous sommes tou-te-s concerné.es, comme travailleuses/eurs ou comme usager.es de protéger nos biens communs.



Union syndicale Solidaires - 31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris - solidaires.org

SE BÂTRE POUR NOS LIBERTÉS PUBLIQUES, NOS LIBERTÉS SYNDICALES!



Le projet de loi sécurité globale menace nos libertés : interdiction de filmer pour mieux invisibiliser les violences policières, utilisation de drones, contrôles... Le nouveau schéma de maintien de l'ordre marque aussi le tournant autoritaire de ce gouvernement, renforcé par les décrets sur le fichage des militant-es et de leurs appartenances syndicales, leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques ainsi qu'un projet de loi sur les « valeurs de la République » qui risque de stigmatiser toute une partie de la population. C'est un véritable glissement liberticide vers une société de la surveillance et du contrôle de plus en plus autoritaire de la population. Nous devons tout autant rester mobilisé-es pour lutter pas à pas contre la répression anti-syndicale qui sévit encore si souvent.

Le 16 janvier sera en ce sens une journée importante de manifestations !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE LE 4 FÉVRIER À L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE! VERS LE DÉBUT D'UNE MOBILISATION POUR GAGNER!

Ces mobilisations de janvier doivent servir de point d'appui pour amplifier notre détermination et doivent préparer un mouvement d'ampleur, inscrit dans une stratégie de construction d'un rapport de force gagnant, comme lors de la mobilisation sur les retraites de 2019-2020.

Il nous faut dénoncer les choix de ce gouvernement : outre des mesures à minima en direction des jeunes, sacrifié-es en ces temps de pandémie, dénoncer le saupoudrage pour les plus précaires avec notamment la revalorisation misérable du Smic inférieure à 1 %, la continuation de la réforme de l'assurance chômage, le versement d'une prime exceptionnelle aux intermittents de l'emploi mais avec des conditions d'accès très restrictives et un montant souvent loin des 900 € annoncés et une gestion de la pandémie qui ne s'attaque pas aux facteurs de la propagation des virus (les élevages intensifs, la réduction des habitats naturels des espèces...).

Il nous faut surtout un réel plan de lutte contre la précarité, les 32 h, des reconversions écologiques et sociales, des moyens pour les services publics, une réelle revalorisation salariale! La situation actuelle ne nous laisse pas le choix ni le temps : c'est une réelle transformation sociale, écologique, féministe, anti-raciste qu'il nous faut imposer désormais! Il y a urgence!

